pays constitue une violation de la Charte des Nations Unies;

4. *Exige une fois encore* qu'Israël retire immédiatement sa menace d'attaquer et de détruire des installations nucléaires en Iraq et dans d'autres pays;

5. *Prie de nouveau* le Conseil de sécurité d'examiner les mesures à prendre pour dissuader Israël de renouveler une telle attaque contre des installations nucléaires;

6. *Demande à nouveau* que se poursuive l'examen, à l'échelon international, de mesures juridiques tendant à interdire des attaques armées contre des installations nucléaires et toute menace d'y procéder, de façon à encourager et à assurer le développement, dans des conditions de sécurité, de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;

7. *Sait profondément gré* au Secrétaire général et au Groupe d'experts chargé d'examiner les conséquences de l'agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes de l'étude détaillée qu'ils ont réalisée²⁹;

8. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, sur l'application de la présente résolution;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-neuvième session la question intitulée « Aggression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales ».

52^e séance plénière
10 novembre 1983

38/10. La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix

L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 530 (1983) du Conseil de sécurité, en date du 19 mai 1983, par laquelle le Conseil a encouragé les efforts du Groupe de Contadora et lancé un pressant appel aux Etats intéressés, à l'intérieur et à l'extérieur de la région, pour qu'ils coopèrent pleinement avec le Groupe de Contadora, par un dialogue franc et constructif, de manière à résoudre leurs différends,

Réaffirmant les buts et principes de la Charte des Nations Unies relatifs à l'obligation qu'ont tous les Etats de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat,

Réaffirmant en outre le droit inaliénable qu'ont tous les peuples de déterminer leur propre forme de gouvernement et de choisir leur propre système économique, politique et social sans ingérence étrangère, coercition ni limitation aucune,

Considérant que les conflits internes dans les pays d'Amérique centrale ont leur origine dans la situation économique, politique et sociale de chacun d'entre eux et ne devraient donc pas s'inscrire dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest,

²⁹ A/38/337, annexe.

Profondément préoccupée par l'aggravation des tensions et des conflits en Amérique centrale et par l'intensification des actes d'ingérence et d'agression étrangères contre les pays de la région, qui menacent la paix et la sécurité internationales,

Consciente de la nécessité de contribuer à instaurer la paix sur des bases solides pour permettre un processus démocratique authentique, le respect des droits de l'homme et le développement économique et social,

Constatant avec une profonde inquiétude que, ces dernières semaines, les incidents armés, les conflits frontaliers, les actes de terrorisme et de sabotage, le trafic d'armes et les actions déstabilisatrices dans les pays de la région et contre ces pays sont devenus plus fréquents et se sont intensifiés,

Constatant avec une grande inquiétude la présence militaire de pays extérieurs à la région, la perpétration d'actions ouvertes ou clandestines et l'utilisation de territoires voisins pour commettre des actes déstabilisateurs, qui ont contribué à aggraver les tensions dans la région,

Profondément préoccupée par la poursuite du conflit armé dans des pays d'Amérique centrale, aggravé par une intervention étrangère croissante,

Tenant compte des progrès réalisés lors des réunions que les ministres des relations extérieures du Groupe de Contadora ont eues avec les Ministres des relations extérieures du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua pour définir les sujets de préoccupation et proposer des mécanismes appropriés pour leur examen,

Rappelant la Déclaration de Cancún sur la paix en Amérique centrale formulée par les Présidents de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela le 17 juillet 1983³⁰, par laquelle un appel est adressé aux pays situés à l'intérieur et à l'extérieur de la région pour qu'ils prennent des engagements politiques en vue d'instaurer une paix durable dans la région,

Considérant la Déclaration de Cancún et l'aval donné par les Etats d'Amérique centrale à un Document exposant les objectifs³¹, qui constitue une base d'entente pour des négociations à entreprendre le plus rapidement possible en vue de préparer les accords et d'adopter les mécanismes nécessaires pour mettre définitivement au point les engagements et établir des systèmes appropriés de contrôle et de vérification,

Reconnaissant le soutien important exprimé par la communauté internationale aux efforts déployés par le Groupe de Contadora pour trouver une solution pacifique et négociée aux conflits qui touchent la région,

1. *Réaffirme* le droit qu'ont tous les pays de la région de vivre en paix et de décider de leur propre avenir, sans aucune ingérence ni intervention étrangères quel que puisse en être le prétexte ou le cadre;

2. *Affirme* que le respect de la souveraineté et de l'indépendance de tous les Etats de la région est essentiel pour assurer la sécurité et la coexistence pacifique des Etats d'Amérique centrale;

³⁰ A/38/303 S/15877, annexe. Pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-huitième année, Supplément de juillet, août et septembre 1983, document S/15877, annexe.

³¹ Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1983, document S/16041, annexe.

3. *Condamne* les actes d'agression dirigés contre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des Etats de la région, qui ont causé des pertes en vies humaines et des dommages irréparables à l'économie de ces pays, les empêchant de répondre aux besoins de leurs peuples en matière de développement économique et social; sont particulièrement graves à cet égard :

a) Les attaques lancées de l'extérieur et dirigées contre des installations stratégiques du Nicaragua, telles qu'aéroports et ports maritimes, réserves énergétiques et autres objectifs dont la destruction compromet gravement la vie économique du pays et met en danger des zones où la population est dense;

b) Les pertes continues en vies humaines en El Salvador et au Honduras, ainsi que la destruction d'importants ouvrages publics et les pertes de production;

c) L'augmentation du nombre des réfugiés dans divers pays de la région;

4. *Demande instamment* aux Etats de la région, ainsi qu'aux autres Etats, de s'abstenir d'entreprendre ou de poursuivre des opérations militaires ayant pour objet d'exercer une pression politique, qui puissent aggraver la situation dans la région et entraver l'effort de négociation entrepris par le Groupe de Contadora en accord avec les gouvernements des pays d'Amérique centrale;

5. *Prend note avec satisfaction* du fait que les pays de la région ont accepté de prendre des mesures tendant à instituer et, le cas échéant, à améliorer des régimes démocratiques, représentatifs et pluralistes qui garantissent la participation effective du peuple à la prise des décisions et assurent aux divers courants d'opinion le libre accès à des processus électoraux honnêtes et périodiques, fondés sur le respect intégral des droits du citoyen, en soulignant que le renforcement des institutions démocratiques est étroitement lié à l'évolution assurée et aux progrès obtenus en matière de développement économique et de justice sociale;

6. *Exprime son appui le plus énergique* au Groupe de Contadora et le prie instamment de persévérer dans ses efforts avec l'appui effectif de la communauté internationale et la coopération loyale des pays intéressés, à l'intérieur et à l'extérieur de la région;

7. *Accueille avec satisfaction* la Déclaration de Cancún sur la paix en Amérique centrale, formulée par les Présidents de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela, ainsi que le Document exposant les objectifs, entériné par les Gouvernements du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, qui contient les bases requises pour l'ouverture de négociations propres à assurer la coexistence harmonieuse en Amérique centrale;

8. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité régulièrement informé, conformément à la résolution 530 (1983) de cet organe, de l'évolution de la situation et de l'application de ladite résolution;

9. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, sur l'application de la présente résolution;

10. *Décide* de maintenir à l'examen la situation en Amérique centrale, les menaces à la sécurité qui

pourraient se faire jour dans la région et le progrès des initiatives de paix.

53^e séance plénière
11 novembre 1983

38/11. Nouvelle constitution raciale prévue par l'Afrique du Sud

L'Assemblée générale,

Rappelant ses nombreuses résolutions ainsi que celles du Conseil de sécurité demandant aux autorités d'Afrique du Sud d'abandonner la politique d'*apartheid*, de mettre fin à l'oppression et à la répression de la majorité noire et de rechercher une solution pacifique, juste et durable, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹²,

Réaffirmant que l'*apartheid* est un crime contre l'humanité et une menace contre la paix et la sécurité internationales,

Gravement préoccupée par le fait que les prétendues «propositions constitutionnelles» approuvées le 2 novembre 1983 en Afrique du Sud par un électorat exclusivement blanc renforcent encore la politique d'*apartheid*,

Convaincue que l'objet des prétendues «propositions constitutionnelles» est de priver la majorité africaine autochtone de tous les droits fondamentaux, y compris le droit de citoyenneté, et de transformer l'Afrique du Sud en un pays «réservé aux Blancs», conformément aux principes déclarés de l'*apartheid*,

Consciente que l'inclusion dans les «propositions constitutionnelles» des personnes qualifiées «métis» et des personnes d'origine asiatique est destinée à briser l'unité du peuple opprimé d'Afrique du Sud et à fomenter des conflits intérieurs,

Notant avec une profonde inquiétude que l'un des objectifs des prétendues «propositions constitutionnelles» du régime raciste est de permettre l'enrôlement dans les forces armées du régime d'*apartheid*, des «Métis» et des personnes d'origine asiatique habitant en Afrique du Sud en vue d'accentuer la répression à l'intérieur et d'augmenter les actes d'agression contre des Etats africains indépendants,

Se félicitant de la résistance commune du peuple opprimé d'Afrique du Sud à ces manœuvres «constitutionnelles»,

Réaffirmant la légitimité de la lutte du peuple opprimé d'Afrique du Sud pour l'élimination de l'*apartheid* et pour l'instauration d'une société dans laquelle tous les habitants de l'ensemble de l'Afrique du Sud, sans distinction de race, de couleur ou de croyance, jouiront pleinement des mêmes droits politiques et autres et participeront librement à la détermination de leur avenir,

Fermement convaincue que l'application de ces «propositions constitutionnelles» ne fera qu'aggraver la situation déjà explosive existant en Afrique du Sud du fait de l'*apartheid*,

1. *Déclare* que les prétendues «propositions constitutionnelles» sont contraires aux principes de la Charte

¹² Résolution 217 A (III)